



Pour diffusion immédiate : 09/01/2024

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

LA GOUVERNEURE HOCHUL PROPOSE UNE LOI POUR LUTTER CONTRE LES VENTES ILLICITES DE CANNABIS EN RENFORÇANT LES MESURES DE CONTRÔLE DE L'APPLICATION DE LA LOI

La proposition sur l'état de l'État élargit le pouvoir du Bureau de gestion du cannabis et des agences gouvernementales locales de cadenasser les magasins qui vendent du cannabis sans autorisation

Les efforts visant à mettre fin aux activités du marché illicite soutiendront la croissance du marché légal et équitable du cannabis à New York

Les mesures étendront les pouvoirs que la gouverneure Hochul a signés en promulguant le budget de l'exercice 2024

La gouverneure Kathy Hochul a annoncé aujourd'hui, dans le cadre de son discours sur l'état de l'État en 2024, une série de mesures visant à étendre les pouvoirs des forces de l'ordre dans la lutte contre les ventes illicites de cannabis. Ces efforts viseront à fermer les entreprises de cannabis non autorisées qui ont continué à ouvrir et à opérer dans tout l'État, créant des nuisances dans les communautés et vendant souvent des produits non testés d'origine inconnue.

La gouverneure Hochul a déclaré : « Alors que nous continuons à construire et à développer le marché légal du cannabis le plus équitable du pays, nous ne pouvons pas laisser les opérateurs illégaux et effrontés compromettre la santé publique et menacer nos quartiers. L'année dernière, nous avons adopté de nouvelles lois pour cadenasser et fermer les établissements illégaux, mais nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire et que nous avons besoin de plus d'outils pour y parvenir. Nous allons continuer à travailler avec les dirigeants locaux, y compris à New York, pour fermer les magasins de cannabis illégaux une fois pour toutes ».

Les propositions de la gouverneure Hochul renforceront les autorités chargées de l'application de la loi afin d'accélérer la fermeture des entreprises sans licence et de décourager cette activité illicite. Les mesures comprendront l'extension des pouvoirs du Bureau de gestion du cannabis (Office of Cannabis Management, OCM) afin de simplifier le cadenassage des magasins illicites, l'autorisation pour les gouvernements locaux d'exécuter les ordres de cadenassage de l'OCM afin de garantir une action

rapide pour fermer les dispensaires sans licence, et l'établissement de registres locaux des entreprises de cannabis autorisées afin d'aider et d'habiliter les gouvernements locaux, y compris la ville de New York, à cadenasser les entreprises sans licence par le biais de leurs propres lois et ressources. Ces efforts de collaboration aideront le marché légal du cannabis en pleine croissance à New York, qui donne la priorité aux petites entreprises et aux entrepreneurs à capitaux propres.

L'État de New York est en train de construire un nouveau marché solide, fondé sur un cadre d'équité sociale, qui générera des millions de dollars de revenus pour l'État et les communautés lésées par l'héritage de la criminalisation du cannabis. En prenant des mesures décisives contre les entreprises de cannabis sans licence, la Gouverneure continuera à faire des progrès significatifs pour mettre fin aux activités illégales et sans licence qui mettent en péril la sécurité publique, le bien-être des consommateurs et l'intégrité du marché légal du cannabis de l'État.

Le directeur exécutif du Bureau de gestion du cannabis de l'État de New York, Chris Alexander, a déclaré : « Lorsque les New-Yorkais choisissent de faire leurs achats dans un dispensaire légal pour adultes, ils savent d'où viennent leurs produits, que ces produits ont été testés et que ces petites entreprises réinvestissent dans nos communautés. Alors que de plus en plus de points de vente ouvrent leurs portes aux clients dans tout l'État, nous devons impérativement être très clairs sur le type de marché que nous sommes en train de construire. Grâce à l'extension des pouvoirs d'exécution proposée par la gouverneure Hochul, nous pouvons intensifier nos efforts pour créer un marché où les petites entreprises qui respectent les règles ont une chance d'être compétitives. Je tiens à remercier la gouverneure Hochul pour son engagement et son investissement sans faille dans la réalisation de ce projet ».

Les collectivités locales sont actuellement habilitées à demander des ordonnances de fermeture à la Cour suprême de l'État, à poursuivre les propriétaires qui n'expulsent pas les locataires commerciaux qui vendent du cannabis sans licence, et à arrêter et poursuivre les propriétaires d'entreprises qui vendent du cannabis dans des magasins sans licence, ce qui constitue un délit de classe A. En outre, les autorités locales peuvent utiliser les lois existantes ou en adopter de nouvelles pour lutter contre les activités illégales non autorisées, telles que la loi sur les nuisances de la ville de New York (New York City Nuisance Law), le code de la santé de la ville de New York (New York City Health Code), qui permet de cadenasser les magasins non autorisés qui fabriquent ou vendent des produits alimentaires infusés au cannabis. La ville de Buffalo a adopté en 2023 une loi prévoyant une amende de 1 500 dollars par jour en cas de non-présentation d'une licence délivrée par le Bureau de gestion du cannabis. Les autorités locales peuvent également procéder à des arrestations et engager des poursuites pour d'autres délits liés au cannabis en vertu de la loi pénale, tels que la vente à des mineurs, un délit de classe B.

Au cours de l'année 2023, les inspecteurs de l'OCM et du Département de la fiscalité et des finances (Department of Taxation and Finance, DTF) se sont rendus dans 381 lieux, dont 105 réinspections, ce qui a permis de saisir plus de 5 tonnes de cannabis

(11 800 pounds) illicite d'une valeur de plus de 57 millions de dollars. Les enquêteurs de l'OCM et du DTF poursuivront les inspections chaque semaine à travers l'État en 2024 pour fermer les exploitants illicites alors qu'une nouvelle vague de dispensaires légaux ouvrent leurs portes aux entreprises. En outre, le 20 décembre, des enquêteurs de l'OCM, de la DTF et du Bureau du procureur général de l'État de New York (Attorney General's Office, OAG) ont fermé et cadennassé Big Chief Smoke Shop, un magasin illégal de cannabis situé à Bay Ridge, Brooklyn, pour avoir opéré sans licence. Les dirigeants de la communauté locale s'étaient vivement opposés à Big Chief Smoke Shop et le conseil de la communauté locale a adopté à l'unanimité une résolution visant à fermer les magasins sans licence dans leur quartier. Il s'agissait du neuvième cadennassage effectué par l'État depuis que la gouverneure Hochul a signé la loi avec l'adoption du budget de l'exercice 2024.

Les amendes pour la vente illégale de cannabis commencent à 10 000 dollars par jour et peuvent atteindre 20 000 dollars par jour pour les comportements les plus graves. Une amende supplémentaire de 5 000 dollars peut être imposée en cas de retrait de l'ordonnance, et les entreprises inspectées peuvent également faire l'objet d'autres infractions et pénalités en vertu de la loi fiscale. La réglementation adoptée en mai 2023 autorise également l'OCM à demander à un tribunal de l'État d'ordonner le cadennassage des entreprises ayant enfreint la loi de manière répétée. En outre, la loi considère comme un délit la vente de cannabis et de produits du cannabis sans licence.

Afin de réunir plusieurs niveaux de gouvernement pour lutter contre la vente illicite de cannabis, la gouverneure Hochul a annoncé précédemment des partenariats entre l'OCM et l'OAG grâce auxquels les municipalités de l'État peuvent recevoir une formation sur la manière de recourir à une disposition particulière - la section 16-A - de la nouvelle loi signée par la gouverneure Hochul en mai 2023 pour obtenir des ordonnances de cadennassage devant le tribunal de l'État. La section 16-A autorise les collectivités locales, y compris les procureurs de comté, avec l'approbation de l'OCM, à demander à un tribunal de rendre une ordonnance de cadennassage à l'encontre d'une entreprise de cannabis non titulaire d'une licence dont la conduite est jugée flagrante. Cette autorité renforce considérablement la capacité des différents niveaux de gouvernement à collaborer pour mettre fin aux activités des opérateurs illégaux de cannabis.

Outre ces nouveaux partenariats avec les localités, la gouverneure Hochul a annoncé précédemment que d'autres agences de l'État allaient mettre à profit leurs pouvoirs d'application de la loi dans le cadre de l'approche créative et agressive adoptée par l'État pour lutter contre le marché illicite. Le Département du travail et la Commission des accidents du travail se joignent à ces efforts pour s'assurer que les entreprises qui vendent du cannabis sans licence respectent les lois de l'État de New York en matière de travail et d'accidents du travail.

Cette approche, qui combine les pouvoirs d'application du droit du travail, du droit fiscal et de la loi sur le cannabis, peut permettre aux propriétaires d'entreprises non conformes de faire face à des dizaines de milliers de dollars de pénalités à la suite

d'une seule inspection et de violations, renforce considérablement la capacité de l'État à sévir contre ceux qui se livrent à des ventes illicites et réaffirme l'engagement profond de la gouverneure à veiller à ce que la loi soit respectée et à ce que les New-Yorkais soient protégés contre des produits potentiellement dangereux.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418